

# Présentation d'une analyse sectorielle au Parlement européen

## Chaîne agroalimentaire européenne : les leçons de la pandémie

La Direction générale des politiques internes de l'Union a dévoilé les résultats préliminaires d'une analyse sectorielle des systèmes alimentaires et de la résilience des marchés durant la pandémie de Covid-19. Menée entre décembre 2020 et mars 2021, cette étude, qui a été présentée en Commission de l'Agriculture du Parlement européen, a pointé les faiblesses ou l'efficacité mitigée des mesures d'aides communautaires. Mais elle a mis en lumière le haut degré de résilience de la chaîne agroalimentaire européenne au plus fort de la crise sanitaire.

Ainsi, si la valeur de la production du secteur agricole a diminué de 1,4 % en 2020 par rapport à 2019, elle a augmenté en revanche de 2,9 % par rapport à la moyenne 2015-2019. Sans surprise, ce sont les secteurs fortement dépendants des services de restauration qui ont rencontré des difficultés majeures. Les secteurs des fleurs et des plantes, ainsi que du sucre, ont également subi des pertes financières considérables.

### Main-d'œuvre et excédents de production

Les agriculteurs ont surtout été touchés économiquement au début de la pandémie, au moment où les États membres ont instauré des restrictions au niveau de la libre circulation des travailleurs, sachant que le secteur agricole emploie environ un million de travailleurs saisonniers, et des produits, engendrant un ralentissement de la production alimentaire en raison de l'apparition de foyers de contamination dans les usines de transformation. Ces perturbations ont entraîné des excé-

dents de production qu'il a fallu éliminer, en l'absence de mesures ciblées de gestion du marché dans tous les secteurs.

### Chute du revenu agricole

Les revenus agricoles ont quant à eux chuté de 7,9 % par rapport à 2019 tandis que la production de denrées alimentaires et de boissons enregistrait une baisse de 9 % au deuxième trimestre 2020 par rapport à 2019. Avec une hausse de 45 % par rapport à 2019, les ventes de denrées alimentaires en ligne ont littéralement explosé au cours des premiers mois de la crise sanitaire.

La pandémie a modifié les comportements des consommateurs qui se sont rués, lors de la première vague, sur les produits de première nécessité avant de se tourner davantage vers les commerces de proximité... et des produits plus sains. Mais la pandémie, c'est aussi une augmentation de l'insécurité alimentaire qui s'est traduite par un accroissement de 50 % de la demande au niveau des banques alimentaires par rapport à aux années précédant la crise.



L'analyse a été présentée en Commission de l'Agriculture présidée par Norbert Lins.

### Viande bovine, sucre, des secteurs en berne

C'est la filière viande bovine qui a le plus souffert de la pandémie en raison de la fermeture de l'HoReCa entraînant une baisse significative de la production, du commerce intra-communautaire et de l'export par rapport à la période 2015-2019. Demande en berne également pour le secteur ovin mais aussi pour celui du sucre dont la consommation a diminué par suite de niveaux de production plus faibles, de l'ordre de 12 % par rapport à la moyenne 2015-2019. Les prix mondiaux du sucre ont eu une incidence négative sur les exportations qui ont chuté de 44 % en valeur par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Enfin, rien que lors de la première vague de l'épidémie, les produits ornementaux et en particulier les filières des fleurs et des plantes, ont subi des pertes financières de l'ordre de 4,12 milliards €. Une situation négative exacerbée par un manque de soutien tant au niveau des États membres que de l'UE.

### Efficacité... ou non, des mesures de soutien

Les mesures adoptées pour soutenir le bon fonctionnement du marché unique ont globalement été jugées satisfaisantes. C'est notamment le cas du transport et de la liberté de circulation ainsi que dans le domaine de la sécurité alimentaire, mais aussi au niveau de la flexibilité dans l'application des règles de la PAC. Ce n'est par contre pas le cas des mesures de


gestion du marché telles que les dérogations aux règles de concurrence ou encore les aides temporaires au stockage privé de l'ordre de 80 millions € qui n'ont été mises en œuvre que partiellement ou de manière hétérogène dans les différents États membres. D'aucuns regrettent que la réserve de crise de la PAC, qui fait partie des autres mécanismes financiers de l'Union, n'ait pas été activée.

### Les États membres en première ligne

Pour les auteurs de l'analyse, ce sont en premier lieu les États membres qui supporteront les coûts de la crise dans le secteur agroalimentaire européen. Le soutien financier national, notamment sous la forme d'aides d'État estimées à 63,9 milliards € et d'autres instruments, a été nettement supérieur au soutien de l'UE. Les mesures envisagées devraient aborder les systèmes alimentaires dans leur globalité pour mieux faire face aux crises futures.

En outre, il faudrait essayer de mieux comprendre pourquoi les mesures prises au titre de la PAC n'ont eu qu'un effet limité durant la pandémie. Il convient également d'envisager de dissocier la réserve de crise de la PAC des paiements directs aux agriculteurs afin de renforcer la capacité financière de l'Union en cas de crise. Enfin, des programmes d'assistance alimentaire aux plus démunis sont nécessaires du fait des conséquences économiques de la pandémie.

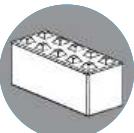
Marie-France Vienne



**BLOCS MASSIFS EMPILABLES**

Fourniture et pose

2 gammes :  
150 x 60 x 60  
160 x 80 x 80



LOGES  
MURS  
SILOS  
BALISAGE

Devis gratuit

**GNB BÉTON SA**  
commerce@gnbbeton.be  
Thierry : 00 32 488 75 76 86

20008373111/BF-B

20008373110

INTERCHANGEABLE PRATIQUE RAPIDE

